Burundi : le Sénat approuve un don de 75 millions de dollars de l’IDA

PANA,Â 26 juillet 2017 Bujumbura, Burundi - Le SÃ©nat burundais a approuvÃ©, mercredi, un don de 75 millions de dollars amÃ©ricains de la part de lâ€™Association internationale de dÃ©veloppement (IDA), destinÃ© Ã financer un Â«Projet rÃ©gional dÃ©veloppement agricole intÃ©grÃ© dans les Grands Lacs (Prdaigl) au profit de 55.000 petits exploitants agro-pastoraux, dont 35% de femmes, entre septembre 2017 et novembre 2022, a-t-on appris de source proche de la Chambre haute du Parlement burundais.

Le document du projet rÃ©serve 38,62 millions de dollars Ã lâ€™amÃ©lioration de la productivitÃ© et de la production des petits exploitants agricoles, 23,74 millions Ã lâ€™appui aux investissements du domaine agro-alimentaire, 10,37 millions Ã lâ€™acquisition et la diffusion des connaissances, 2,27 millions Ã la gestion du projet et Ã lâ€™appui institutionnel. Câ€™est la derniÃ¨re ligne droite avant lâ€™entrÃ©e en vigueur effective de cet accord qui avait reÃ§u lâ€™aval de lâ€™AssemblÃ©e nationale juillet, aprÃ¨s le feu vert du Conseil des ministres, le 22 juin dernier. Le ministre de lâ€™Agriculture et de lâ€™Elevage, DÃ©o Guide Rurema a, chaque fois, effectuÃ© des navettes entre les diffÃ©rentes institutions lÃ©gislatives pour expliquer que les objectifs et la nature du financement de lâ€™IDA est Â«un don non remboursable, sans intÃ©rÃªts et sans contrepartieÂ» de la part du gouvernement burundais. Lâ€™objectif global du projet est dâ€™augmenter Â«en quantitÃ© et en qualitÃ©Â», la production du riz, du maÃ¯s et du lait dans cinq des 18 provinces burundaises Ã vocation agro-pastorale que sont Bubanza, Bujumbura Rural, Cibitoke, Makamba et Rumonge, le long du fertile littoral du Lac Tanganyika. Plus spÃ©cifiquement, le projet appuiera les producteurs et les organisations des producteurs possÃ©dant, en moyenne, un demi-hectare de terre et dont les moyens de subsistance reposent essentiellement sur la culture du riz, du maÃ¯s et sur lâ€™Ã©levage de vaches laitiÃ¨res. Dâ€™autres bÃ©nÃ©ficiaires directs sont les groupes jugÃ©s Â«vulnÃ©rablesÂ», comme les jeunes sans emplois, ainsi que les institutions impliquÃ©es dans la fourniture des services agricoles, les investisseurs privÃ©s du secteur agro-alimentaire, les gestionnaires de coopÃ©ratives, ainsi que les micro-petites-moyennes entreprises implantÃ©es dans la zone du projet. De lâ€™avis des spÃ©cialistes, le don de lâ€™IDA ne vient cependant pas rÃ©gler les problÃ¨mes structurels du secteur agricole burundais, reposant essentiellement sur une agriculture de subsistance sur 90% des terres cultivables. Les techniques modernes dâ€™irrigation, la mÃ©canisation agricole et la recherche agronomique sont faiblement pratiquÃ©es et les paysans se dÃ©brouillent gÃ©nÃ©ralement avec la houe, les connaissances ancestrales et grÃ¢ce Ã la clÃ©mence du ciel pour survivre. Le phÃ©nomÃ¨ne nouveau du rÃ©chauffement climatique est Ã©galement vÃ©cu douloureusement au Burundi oÃ¹ lâ€™Office des Nations Unies pour les affaires humanitaires (OCHA) estime que plus de 3 millions de personnes auront besoin dâ€™une assistance alimentaire dâ€™urgence d'ici la fin 2017. Au niveau du budget de lâ€™Etat, le secteur agricole consomme un peu plus de 10% des dÃ©penses publiques qui subventionnent principalement les fertilisants.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});